



**AMBASSADE DE FRANCE EN TANZANIE
SERVICE ÉCONOMIQUE**

Le Conseiller économique

Rédigé par Mashaka Ntobela

Revu par Philippe Galli

Dar es Salam, le 12 février 2020

Objet : situation économique et financière.

Les performances s'annoncent globalement satisfaisantes pour le court terme, alors que certaines variations du taux de change du Shilling tanzanien pourraient se produire, sans provoquer cependant de graves perturbations.

1/ La situation macro-économique demeure satisfaisante.

Les principaux indicateurs macro-économiques sont stables. La soutenabilité de la dette semble correcte quoique difficilement mesurable faute d'informations précises sur le financement des grands projets d'infrastructures. L'encours de la dette publique a atteint 22,9 MdUSD fin avril 2019, contre 21,8 MdUSD fin avril 2018, en raison de la hausse des nouveaux emprunts contractés. La dette extérieure représentait 71,8% de la dette publique totale.

La Banque centrale de Tanzanie annonce 7,1% de croissance pour 2019 contre 7% pour l'année 2018 (environ 5% seraient plutôt évoqués par la Banque mondiale). La forte croissance a été soutenue par la poursuite des investissements publics dans les infrastructures sociales et physiques, conjuguée à la stabilité de l'approvisionnement en électricité, aux conditions météorologiques favorables et à une politique monétaire accommodante. En septembre 2019, le taux d'inflation atteignait 3,4%. Les réserves de change ont diminué pour atteindre 5,4 MdUSD en septembre 2019, soit 6,1 mois d'importation contre 4,5 mois en moyenne recommandés par la Communauté d'Afrique de l'Est.

Il convient de noter que le solde du compte courant devrait enregistrer un déficit de 4,4% du PIB en 2018/2019, supérieur à 3,5% en 2017/18, du fait d'importations importantes de biens d'équipement et de biens intermédiaires, en ligne avec les projets d'infrastructure en cours.

Sur le plan financier, la décision prise mi-janvier 2019 par la Banque centrale de fusionner la Banque M et la banque Azania au bénéfice de cette dernière (les 2 fonds de pension tanzaniens y sont actionnaires) a été accueillie par la communauté d'affaires comme un signal positif de restructuration à bon escient. La qualité des actifs des banques s'est améliorée grâce au ratio de prêts improductifs (PNP), situé à 11,1% en avril 2019 contre 11,1% en avril 2018. Ce ratio était supérieur au niveau souhaité, ne dépassant pas 5,0%.

2/ L'amélioration de l'environnement des affaires s'avère prioritaire.

En 2019, les institutions financières internationales ont soumis des recommandations concernant l'environnement des affaires. Réagissant aux critiques formulées par les communautés d'affaires nationale et internationale, les autorités se montrent soucieuses de restaurer la confiance des investisseurs en améliorant l'environnement des affaires au plus tôt. A cet effet, le Comprehensive Action Plan, conçu pour la période 2018-2021, confie aux services du Premier ministre la mise en œuvre des recommandations, élaborées en concertation avec le secteur privé. De nouveaux textes sont attendus en début 2020.

Les défis à relever concernent les procédures de création d'entreprise, l'emploi des travailleurs nationaux et étrangers (qualifications à affiner), la délivrance des permis de construire, l'accès à l'électricité, le respect des contrats, la résolution des sinistres dus aux impayés, le maintien d'un dialogue constructif entre les secteurs public et privé, l'amélioration des compétences et des ressources humaines de tous les partenaires.

Par ailleurs, Tanzanian Private Sector Foundation (équivalent Medef) a reçu mandat de mettre sur pied une entité d'arbitrage international à Arusha ; des experts internationaux doivent être recrutés à cet effet. Il s'agirait de rassurer les investisseurs étrangers et de revoir l'amendement de la loi sur les Partenariats Public Privé.

3/ Un changement de ton est perceptible en matière de communication gouvernementale.

Réagissant aux remarques, déjà sérieusement formulées par la Banque mondiale en particulier, le Président Magufuli souhaite diffuser des messages positifs à propos de la politique fiscale, assimilée à du harcèlement par l'essentiel de la communauté d'affaires, locale et internationale. Les activités de la Tanzania Revenue Authority sont replacées dans la perspective du redressement impératif des finances publiques alors que le récent bilan du recouvrement fiscal n'est pas satisfaisant : seulement 70% des objectifs ont été atteints, fin 2019, contrairement aux annonces initiales. Pour financer le budget national de 14,3 MdUSD, l'objectif des recettes fiscales 2019/2020 avait été fixé à 8,3 MdUSD ; percevoir 697 MUSD par mois, d'ici juin 2020, paraît toutefois difficile à réaliser.